



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/453
S/16011 ✓
28 septembre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 66 de l'ordre du jour
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 27 septembre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir
faire distribuer le texte de la Déclaration ci-jointe comme document de l'Assemblée
générale au titre du point 66 de l'ordre du jour et comme document du Conseil de
sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Costa Rica
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Fernando ZUMBADO

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement costa-ricien

L'allocution prononcée par le commandant Daniel Ortega Saavedra, coordonnateur de la junte du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies est source de surprise et d'inquiétude. Dans son intervention, le commandant Ortega dénature, à son profit, la situation en Amérique centrale et compromet les efforts déployés pour instaurer la paix dans la région.

Les allégations du représentant du Gouvernement nicaraguayen concernant le Costa Rica sont contraires à la vérité. Il a affirmé dans son allocution que depuis le triomphe de la révolution sandiniste "la présence militaire des Etats-Unis dans la région de l'Amérique centrale n'a cessé de s'intensifier, ouvertement au Salvador et au Honduras, et de manière déguisée au Costa Rica". J'affirme catégoriquement que, en ce qui concerne le Costa Rica, l'assertion du commandant Ortega ne correspond pas à la vérité et manque totalement de fondement.

L'attaque verbale du commandant Ortega est d'autant plus surprenante qu'il y a moins de 20 jours, le 9 septembre, le Représentant permanent du Nicaragua, M. l'ambassadeur Javier Chamorro Mora a affirmé devant la réunion plénière du Mouvement des pays non alignés que "... de concert avec le Gouvernement costa-ricien, nous avons poursuivi nos efforts en vue d'atténuer les problèmes et les tensions qui existent. Dernièrement, la Commission mixte bilatérale composée de hauts fonctionnaires de nos deux gouvernements, qui s'est réunie à San Juan del Sur au Nicaragua est parvenue à des accords satisfaisants qui, dans une certaine mesure, ont commencé à porter leurs fruits".

L'attaque verbale du commandant Ortega est encore plus surprenante si l'on sait que le Vice-Ministre nicaraguayen des relations extérieures, M. Victor Hugo Tinoco Fonseca, le 13 septembre, a qualifié, devant le Conseil de sécurité, les relations entre nos deux pays de "constructives et sérieuses" et a reconnu le recours fréquent au dialogue.

Le mépris qu'affiche le commandant Ortega pour les gouvernements d'Amérique centrale représentés auprès de l'Organisation des Nations Unies ne peut qu'inspirer le pessimisme en ce qui concerne l'issue des efforts entrepris pour instaurer la paix. Les dirigeants nicaraguayens paraissent décidés à asséner un coup fatal aux efforts généreux que consentent la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela dans le cadre des négociations "de Contadora". Comment expliquer autrement que le Commandant se borne à consacrer quatre lignes dans son allocution à ces négociations qui méritent la gratitude des pays centraméricains? Comment expliquer autrement les conditions que prétendent imposer les dirigeants nicaraguayens, conditions qui sortent du cadre de discussion du Groupe de Contadora et excèdent ses possibilités? Comment expliquer autrement que les dirigeants nicaraguayens cherchent à affaiblir le Groupe de Contadora en provoquant des débats à l'Organisation des Nations Unies. Comment expliquer autrement qu'au moment où le groupe de Contadora examine les moyens de permettre aux peuples d'exprimer leur

volonté, les dirigeants nicaraguayens prétendent imposer dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies leur propre solution à la crise salvadorienne? Comment expliquer autrement, enfin, le rôle de second plan accordé aux initiatives de paix dans le libellé de la question que le Gouvernement nicaraguayen souhaite voir inscrire à l'ordre du jour?

Le Costa Rica s'oppose à l'inscription d'une question relative à l'Amérique centrale. C'est pour faciliter la création d'un mécanisme souple et libre d'entraves, le Groupe de Contadora en l'occurrence, que le Costa Rica a accepté de retirer la demande qu'il avait présentée à l'Organisation des Etats américains visant la constitution d'une commission d'observation internationale. C'est aux pays membres du Groupe de Contadora que le Costa Rica a confié le soin de vérifier sa neutralité. C'est au sein de ce groupe que s'est déroulé un dialogue plein de promesses entre les gouvernements centraméricains. Le Groupe compte sur la volonté de peuples frères dont nous avons partagé l'histoire, la culture et les idéaux. Or, les dirigeants nicaraguayens semblent vouloir confier à des peuples étrangers à notre région le soin de prendre une décision irréalisable qui anéantirait les efforts du Groupe de Contadora et déclencherait une catastrophe pour les peuples centraméricains. Le Costa Rica ne prêtera pas son concours à l'accomplissement des prophéties des dirigeants nicaraguayens.
